



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 36

**Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée
nationale et la Loi sur les conditions
de travail et le régime de pension
des membres de l'Assemblée nationale**

Présentation



**Présenté par
M. Marc-André Bédard
Leader parlementaire du gouvernement et
Ministre délégué à la Réforme électorale**

**Éditeur officiel du Québec
1985**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi vise à modifier certaines dispositions de la Loi sur l'Assemblée nationale et de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale afin d'en faciliter l'administration.

Projet de loi 36

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 104 de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le Bureau peut par règlement, dans les cas et dans la mesure qu'il détermine, accorder pour une période qui ne peut excéder quinze jours les allocations ou le remboursement des dépenses et autres frais prévus par le présent article même si le député n'est pas réélu ou même si son siège devient vacant. ».

2. L'article 6 de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1) est remplacé par le suivant:

« **6.** Un député a droit à l'indemnité annuelle et à l'allocation annuelle depuis la date du scrutin où il a été élu jusqu'à la date du scrutin général si lors de la dissolution de l'Assemblée il était encore député.

Il a également droit, le cas échéant, à l'indemnité qu'il recevait en vertu de l'article 7 au moment de la dissolution de l'Assemblée jusqu'à la date du scrutin général. ».

3. L'article 16 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **16.** L'allocation est versée dès la fin du mandat du député de façon périodique et à terme échu de la même manière que lui était versée son indemnité ou, s'il en fait la demande, elle lui est versée en un seul versement. ».

4. L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **17.** Le paiement de l'allocation cesse le jour où son bénéficiaire devient à nouveau député. ».

5. L'article 45 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **45.** La pension n'est pas payable pour la période pendant laquelle s'échelonne ou s'échelonnerait, selon le cas, le versement de l'allocation de transition sauf si la personne qui a droit à la pension est âgée de 71 ans ou atteint 71 ans pendant cette période mais, dans ce dernier cas, la pension est payable à compter seulement du moment où elle atteint cet âge. ».

6. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

7. La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).